

Les guerres internes des partis populaires dépassent les espérances de la majorité

Référendum, la gauche la plus bête du monde

Une tribune de Bernard Frédéric
Parue dans *Libération* du 11 avril 2005

On a dit de la France qu'elle avait la droite «*la plus bête de monde*». Devra-t-on dire, désormais, que sa gauche est pareillement idiote ? Au lendemain de la déconfiture de la présidentielle de 2002, les formations de la «gauche plurielle» jurèrent, la main sur le cœur, qu'elles en avaient tiré les leçons. Le «peuple de gauche» le crut, qui en témoigna aux élections régionales 2004. La victoire fut totale et éclatante. L'élection européenne la confirma. Dès lors, les échéances 2007 se présentaient sous les meilleurs augures. Du moins, pouvait-on le croire, l'espérer.

Or voilà qu'à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel, la gauche relance la machine à perdre. Et avec quelle ardeur ! Tout le monde s'y met pour charger la chaudière : les communistes, les socialistes, les Verts et, bien entendu, l'extrême gauche dont les espoirs avaient pourtant été douchés aux régionales.

Les communistes semblent replonger avec délice, pour certains inconsciemment, dans la version allégée et «modernisée» de la vieille tactique «classe contre classe» et dans un antisocialisme primaire dont, jadis, Thorez les avait sortis pour réaliser le Front populaire le plus beau fleuron de l'histoire du PC avec la Résistance. Le PC cherche, aujourd'hui, son salut dans «un rassemblement antilibéral», fortement teinté de gauchisme et de néoproudhonisme, essentiellement dirigé contre le PS. Nombre de militants y voient, cependant, le risque que leur parti se dissolve dans cette nébuleuse, devienne l'otage de l'extrême gauche, et, au final, disparaisse corps et âme. Unanime pour le non, le PC est, en fait, profondément divisé.

Les socialistes sont pathétiques. Premier parti de France, ayant brillamment restauré sa crédibilité en même temps que son audience, deux ans à peine après avoir connu sa plus grande défaite depuis 1969, le PS offre l'image pitoyable de la SFIO sur sa fin, mais sans un Mollet ou un Savary pour sauver les derniers meubles. Les socialistes n'ont plus de leader. Un seul d'entre eux pourrait les rassembler et, du coup, peut-être, rassembler la gauche. Il joue les Belphégor du XVIIIe, tandis que l'appareil, pour une fois toutes tendances confondues, trouvant le fantôme lui-même gênant, fait son possible pour l'emmurer définitivement. C'est un congrès de Metz permanent et à grande échelle.

Quant aux Verts, que dire ? Ils affirmaient vouloir faire de la politique «autrement». D'un certain point de vue, ils tiennent leur promesse !

L'extrême gauche, enfin, espère jouer les trouble-fête en 2007 comme elle les a joués en 2002, mais la LCR tente, cette fois, avec la complicité d'une fraction du PC et le soutien actif ou tacite d'une partie des altermondialistes et des «sans», de constituer un pôle à la gauche du PS. Si cette manoeuvre réussissait, même présente au second tour, la gauche pourrait connaître de graves difficultés pour rassembler au second et même pour gouverner, si, par chance, elle était victorieuse.

A priori, les raisons de cette situation tiennent aux divergences sur la réponse à apporter au référendum. Cela relèverait donc du débat démocratique, du sacro-saint pluralisme. Et ce serait donc tout à fait conjoncturel : passé le 29 mai, tout le monde se retrouvera, au PS d'abord, à gauche ensuite. Marie-George Buffet, qui ne cesse de répéter que *«quand on est de gauche, on vote non»*, est même allée jusqu'à proposer une rencontre au PS dans la perspective de 2007, alors que le PC a déjà décidé d'un grand *«forum national»*, le 19 novembre, dont la mission est d'accoucher d'un projet antilibéral en vue de la présidentielle et des législatives futures. D'un projet et, qui sait, d'une candidature ou de l'esquisse d'une candidature. C'est la stratégie de la «Gauche populaire et citoyenne», mise en oeuvre dans l'Ile-de-France aux régionales passées, qu'un succès du non encouragerait bien évidemment, dès lors qu'au PC, le non, c'est d'abord et avant tout un non au... PS.

Du côté du PS, on imagine mal, quels que soient les résultats du référendum, que la paix revienne comme par enchantement, alors que dès l'automne, la course à la candidature sera relancée. Même si le oui couronnerait les efforts de François Hollande, il n'en fera pas pour autant le candidat naturel. Et si le non l'emportait, Laurent Fabius n'en resterait pas moins en difficulté non seulement vis-à-vis du camp du oui, qu'il a affronté, mais encore vis-à-vis de ses alliés occasionnels du camp du non, qui le soupçonnent, à tort ou à raison, de s'être converti à l'antilibéralisme par pure tactique.

En fait, le référendum agit à la fois comme un piège et comme un révélateur. Le piège, c'est le choix binaire : oui ou non. Il aurait pu être évité. Il suffisait pour cela que la gauche, toutes les composantes de la gauche, fasse, comme on dit, un peu plus de politique. Car dès la mise en place de la convention Giscard d'Estaing, il était clair que socialistes, communistes, Verts et, au-delà, ce qu'on appelle «le mouvement social», allaient se trouver divisés. A deux ans des échéances de 2007. Pas un instant, ils n'ont cherché à éviter ce piège. Pas un instant, ils n'ont saisi ou voulu saisir que Jacques Chirac allait pouvoir, grâce au référendum, donner un tour idéologique à l'inévitable concurrence électorale de 2007 et, par-là, produire une certaine irréversibilité de la division. Chacun fait de son oui ou de son non un tremplin pour 2007. Et tous foncent dans le piège.

Le non, dans la gauche telle qu'elle est, dans la situation sociale actuelle, et à cause du souvenir de la présidentielle de 2002, pouvait être un plus petit commun dénominateur. Les récents sondages en témoignent a posteriori. Mais le président Chirac savait pertinemment que la direction socialiste ne pouvait se prononcer contre le traité à partir du moment où elle concourt à l'exercice du pouvoir et où elle se serait isolée de ses partenaires du Parti socialiste européen. La guerre interne au

PS était inévitable à la fois à cause du caractère du traité et à cause des échéances de 2007. Elle va aujourd'hui au-delà des espérances de la droite. Et, cerise sur le gâteau, celle-ci a même obtenu qu'une crise éclate au sein même de la CGT.

Comme disait l'autre, «le bilan est globalement positif» pour la majorité. Même si celle-ci était battue par le non ce qui lui poserait évidemment autant de problèmes à l'intérieur qu'à l'extérieur, elle aura réussi à jeter une belle pagaille à gauche. Pagaille qui peut profiter aussi bien à Jacques Chirac qu'à Nicolas Sarkozy, sans parler de Le Pen, qu'on n'entend peut-être pas, aujourd'hui, tout comme on n'entend jamais le fauve à l'affût.

«Réhabiliter la politique» : tel était le slogan de la gauche au lendemain du 21 avril 2002 ; reconquérir les «couches populaires» en déshérence ou réfugiées chez Le Pen. Le spectacle qu'elle donne aujourd'hui conduit au pire. Et cela, au moment même où l'on assiste à un réveil social d'une telle puissance qu'il contraint le pouvoir à reculer sur ce qui était pour Marx le front principal de la lutte des classes : les salaires.

Mais au fond, la gauche voulait-elle pouvait-elle vraiment échapper à ses divisions ? En est-elle en capacité ? L'un ou l'autre de ses leaders a-t-il la lucidité politique nécessaire pour se projeter au-delà des contingences du moment, dans une perspective historique ? Quelles forces sauront dépasser les esprits de chapelle pour laisser les morts enterrer les morts, pratiquer les ruptures nécessaires, et construire, enfin, le grand parti populaire, rationaliste et progressiste qu'exigent les défis du siècle ?

Alors que le «peuple de gauche» continue de vouer à l'Union les meilleures vertus, les appareils se vouent à leur survie, ici, à leurs ambitions, là. Qui crierait «Assez !» ? Qui aura l'audace et la sagesse de siffler la fin de la récréation ?

Qui, enfin, terrassera la bêtise, pour rendre à des millions de femmes et d'hommes l'espoir que leur vie change pour de vrai ?

Dans une large mesure, l'issue de 2007 ne se décidera pas après le 29 mai, mais avant, dans les deux mois qui viennent.